

# Seul le bassin sud a accès au centre d'enfouissement et de tri

Même si une sortie de crise a pu être amorcée mi-janvier avec la réouverture du site aux camions de la com'com du Sartonais-Valinco-Taravo, le centre d'enfouissement et de tri reste à ce jour seulement accessible aux intercommunalités du sud de l'île. Plus que jamais mobilisé, Valincu Lindu poursuit son action entamée le 8 novembre 2019 et les membres du collectif continuent à être présents chaque matin à l'entrée de la route qui mène au CET, situé sur la commune de Viggianello pour filtrer l'accès.

Conscient des problématiques sanitaires régionales, il consent à permettre aux com'com du Sud d'accéder au centre de Viggianello à raison de cinq camions maximum jusqu'au 15 février, week-end précédant la prochaine réunion. "Soit 110 tonnes par jour en provenance du Sud, comme prévu par le plan, pas de camions de la Capa, en vertu du plan et en raison de l'attitude de



Valincu Lindu est toujours présent à l'entrée du site pour empêcher les éventuelles arrivées de véhicules d'autres com'com.

/ PHOTO A-F.I

leurs représentants vendredi, et toujours dans l'attente des éléments concrets annoncés", précise le collectif.

Une réunion s'est déroulée vendredi 24 janvier à Corte, en présence de Josiane Chevalier, préfète de Corse, de Gilles Simeoni, président de l'exécutif de la collectivité de Corse, de François Sargentini, président de l'office de

l'environnement, de François Tatti en sa double qualité de président de la communauté d'agglomération de Bastia (Cab) et du Syvadec.

## Le collectif attend des gages tangibles

Valincu Lindu apporte des précisions sur cette journée.

"Après un large tour de

table où chacun était invité à présenter ses modalités d'action, à court et à moyen terme, principalement dans le cadre de la période transitoire annoncée en vertu du plan Marshall, il apparaît:

- que la convention Cab/État / collectivité n'était à ce moment-là pas encore formellement signée. Nous laissons les différentes parties finaliser cet engagement de manière effective.

- que l'attitude, des élus Capa présents, ne semblait pas à la hauteur des enjeux. Nous prenons acte des pistes proposées de manière transitoire par la CDC et l'État, et attendons leur formalisation dans les délais annoncés."

Ainsi, dans le droit-fil de la réunion du samedi 18 janvier dernier avec le président de l'exécutif de Corse et le président de l'office de l'environnement, le collectif attend des gages tangibles, et reste extrêmement vigilant quant aux solutions qui seront validées.

A.-F. I.